

Les bons comptes font-ils toujours de bons amis?

Endettement étudiant

Depuis plusieurs années, l'endettement est devenu un nouveau signifiant commun. L'État est endetté; les travailleur.euses le sont tout autant. L'usage du mot « dette », tel un métronome médiatique, rythme le tempo des discussions sur l'avenir des contribuables : la dette est si massive qu'on ne parviendrait jamais à la rembourser. De quoi se questionner sur la valeur du travail effectué et à qui il profite. La vie économique est régulée sur du crédit emprunté aux banques et aux institutions financières internationales. Les étudiant.es n'y font pas exception et c'est encore une manière de les préparer au travail reconnu comme tel que de les familiariser avec l'endettement systématique. La critique de l'endettement étudiant est le pôle complémentaire de la revendication pour un salaire aux études faite par les CUTE : on ne peut réclamer l'un sans exiger l'abolition de l'autre. Revendiquer le salaire étudiant est une première étape pour reconsidérer de fond en comble l'ordre économique et l'organisation sociale qui en découlent, en amenant la critique sur la distinction qui est socialement faite entre travail productif et reproductif^[1].

Psychologie de l'endettement

La dette est un concept presque aussi vieux que le monde^[2]. La guerre étant le moteur de la civilisation, les créancier.ères financent de tous âges les entreprises guerrières tout comme les anciens systèmes de justice religieux s'articulent autour de la capacité ou non d'honorer une dette. L'endetté.e est un être immoral, mais ce caractère

de moralité est indissociable du lien de soumission qui unit l'individu aux autorités. Qui détient les cordons de la bourse s'assure du contrôle social du moment où s'érige un système de valeurs et de croyances qui vient justifier la domination. Si la logique d'endettement est historiquement un instrument de discipline, par laquelle les institutions sociales semblent être des piliers figés dans l'éternité, sa massification est symptomatique d'une extension du contrôle social. L'individu n'est plus enfermé dans les écoles-prisons qui, comme le soulignait Foucault, ressemblaient à s'y méprendre aux casernes, usines et hôpitaux. Nous vivons à l'ère de l'endettement généralisé, dans lequel nous sommes des « figures chiffrées, déformables et transformables »^[3].

L'endettement pèse comme un fardeau tant sur les consciences des étudiant.es que sur celles des travailleur.euses. Il limite leur capacité à s'épanouir à travers des choix qui seraient motivés non par leurs intérêts propres, mais bien ceux des créancier.ères : on « choisit » une carrière en fonction du revenu qui servira à rembourser les dettes, on vit à crédit pour payer les factures. Ce qui unit la réalité de l'étudiant.e à celle des travailleur.euses est la présence constante dans les esprits des chiffres qui s'accumulent, le souci permanent du remboursement, la honte d'être insolvable. Ce qu'on appelle *la vie active*, soit le travail salarié, est lié à la contrainte de gérer économiquement son temps. Même si l'on se convainc que le secteur d'emploi dans lequel on évolue est le fait de notre passion pour le métier, le critère premier de tout rapport économique dans le monde du salariat est de se vendre comme force de travail à un employeur. Sauf que dans le cas de l'étudiant.e, l'absence de salaire lui impose cette même contrainte sans la possibilité de la prendre en charge immédiatement, mais *plus tard*, quand le diplôme aura pour fonction de formaliser la valeur de l'étudiant.e sur le marché.

En ne rémunérant pas le travail étudiant, on crée les

conditions de l'endettement et le poids moral qui l'accompagne en plus de pousser les étudiant.es vers des emplois précaires qui ne font que *patcher* les trous. La dévaluation du travail effectué n'a pas que des impacts sur le porte-monnaie. On hypothèque l'avenir parce qu'étudier, c'est se sacrifier. La morale néolibérale individualise à l'extrême la responsabilité de l'étudiant.e face à ses choix de carrière et configure la notion de clientélisme, dans laquelle, selon la formule consacrée, l'éducation est une marchandise comme les autres. La morale qu'on lui oppose, celle d'un État fort et interventionniste, n'est pas tant éloignée des notions de sacrifice et de dévotion. Comme l'a mentionné George Caffentzis, un des auteurs du manifeste *Wages For Students* lors de la conférence du 9 novembre dernier organisée par les CUTE à l'Université Concordia, il est certes juste de s'opposer à la marchandisation de l'éducation... mais pas au prix d'effectuer du travail non payé parce que « personne ne vit en ne respirant que de l'air dans cette société »^[4]. En effet, pourquoi faudrait-il se sacrifier et d'où vient cette logique du bien commun cristallisé dans l'État ? Dans l'idée très moderne que seul l'État-nation est à même de rassembler les classes sociales autour d'un projet de société. Mais cette vision escamote les intérêts particuliers des classes sociales en présence et renforce l'idée abstraite d'une communauté nationale^[5]. Rien d'étonnant à ce que les nostalgiques de la social-démocratie fondent leur espoir d'indépendance nationale sur une telle vision politique autoritaire, sous couvert de bien commun. Il s'agit d'un mythe puissant qui trouve son origine dans l'idée d'une meilleure redistribution des richesses plutôt qu'une lutte continue entre des classes antagonistes.

Deux poids, deux mesures

La problématique de l'endettement ne date pas d'hier dans le mouvement étudiant. La question est au coeur des analyses

critiques de la « marchandisation de l'éducation », concept visant à mettre en lumière la tendance politique dominante qu'est le néolibéralisme depuis la crise de l'État-providence. On concevait autrefois l'éducation comme un élément indispensable de l'apprentissage du citoyen moderne, c'est-à-dire offrir une instruction civique, publique et accessible, ayant pour tâche de pérenniser le contrat social entre l'État et l'individu. L'État garantissait l'éducation aux citoyens qui trouvaient dans ce pacte une légitimité au système démocratique représentatif. À la racine du système d'éducation américain, Thomas Jefferson, dans son *Bill for the More General Diffusion of Knowledge* défend l'idée, originale pour le 18e siècle, d'une instruction publique élémentaire gratuite. De la même manière qu'on ne paye pas pour déposer un bulletin dans un bureau de vote, on ne devrait pas payer pour devenir un.e citoyen.e à même de participer aux rudiments de la vie démocratique. L'Amérique étant l'épicentre du néolibéralisme, il est intéressant de constater comment la vision de l'éducation y a évolué tandis que s'approfondit la séparation entre l'éducation élémentaire et supérieure, cette dernière n'étant accessible traditionnellement qu'aux élites. Depuis longtemps, aux États-Unis, l'endettement est privilégié pour donner un accès à certaines universités à des couches plus pauvres de la société. D'un côté, on se méfie du poids de l'État et de son ingérence dans la vie sociale ; de l'autre, on substitue à cet interventionnisme celui des entreprises privées et des banques. Les politiques néolibérales ont eu pour effet d'augmenter considérablement les taux d'endettement, une conséquence directe de la crise que traversent les universités et plus globalement le système d'éducation : l'instruction sert d'abord à former de la main-d'œuvre pour les entreprises, et non des citoyen.nes. L'endettement massif est ainsi une conséquence de la crise de la modernité, des politiques néolibérales de désinvestissement massif, couplées à la globalisation de l'économie capitaliste. La représentativité de l'État s'effrite, alors que les tensions entre ce dernier, le Capital et les groupes sociaux

se font plus visibles. Au fil des reconfigurations politiques et sociales, on se demande bien aujourd'hui ce qu'est un.e citoyen.e et quel est le sens nouveau à donner au mot *communauté*.

Dans le mouvement étudiant, la vision progressiste traditionnelle cherche à rétablir ce pacte social entre l'État et le ou la citoyen.ne. L'idée d'un enseignement gratuit à tous les niveaux et d'une « éducation de qualité » – de laquelle on ne donne jamais trop de détails – a historiquement pour objectif de discipliner l'étudiant.e en renforçant la légitimité des institutions sociales. Dans ce monde d'harmonie entre l'État et le ou la citoyen.ne démocratique – qu'on oppose au ou à la citoyen.ne consommateur.trice du néolibéralisme contemporain -, l'État est un fournisseur de services de qualité, qui sont aussi des *droits*. La santé et l'éducation sont les piliers intouchables de la gratuité^[6]. Ainsi, pas d'endettement, mais plutôt un investissement de société. L'État s'assure d'une phase de transition juste entre l'éducation et le travail : tout est bien ordonné pour que la séparation entre les différentes catégories sociales se fonde dans une totalité harmonieuse, dans un progrès continu.

Refuser de payer

On pourrait rétorquer que demander un salaire aux études est une mesure encore plus interventionniste, encore plus sociale-démocrate que la gratuité elle-même, voire qu'elle renforcerait la marchandisation de l'éducation. Cette réflexion ne prend pas en compte les transformations actuelles du système d'éducation : la frontière entre le travail et les études s'amincit constamment à mesure que les employeurs s'immiscent au cégep et à l'université, en ayant recours aux stages non rémunérés, par exemple. Au-delà de la réalité des stages, c'est la condition de l'étudiant.e dans son ensemble qu'il faut critiquer à partir de ce rapport entre endettement

systematique et non-valorisation du travail effectué dans le cadre des cours. Le salariat est d'abord et avant tout une prise de conscience de la valeur du travail effectué par l'étudiant.e, qui est une manière de reconnaître son utilité sociale dans la production des connaissances. C'est aussi un moyen de critiquer le rapport disciplinaire qui persiste au sein des lieux d'apprentissage entre maître et élève. Le ou la bon.ne maître n'est plus une figure d'autorité à laquelle l'apprenti.e est soumis.e. : il ou elle devient un.e patron.ne avec ses intérêts propres, développant ainsi chez l'étudiant.e une conscience du rapport économique et social qui le lie au ou à la professeur.e. Si d'un côté nous ne voulons pas être des marchandises déshumanisées, de l'autre nous refusons d'être des individus dociles qui doivent accepter en toute occasion la parole des expert.es. La condition étudiante n'est pas qu'un moment qui permet à l'État de reproduire de nouveaux et nouvelles travailleur.euses pour le marché du travail, que ce soit au service des entreprises privées ou pour le « bien commun ». Le salariat est une première étape pour reconsidérer le rapport qui lie la population étudiante à l'État et aux entreprises : en refusant le sacrifice qui est exigé de nous, soit le principe de s'endetter pour étudier, nous exposons le système d'éducation dans une société capitaliste où l'étudiant.e est historiquement soit un corps et un esprit à discipliner, soit un.e utilisateur.trice-payeur.euse.

On peut y voir un parallèle avec le mouvement ouvrier qui, à son origine, est traversé par le débat entre émancipations politique et revendications économiques^[7]. Bien que les CUTE se réfèrent au statut de l'étudiant.e défini dès le commencement du syndicalisme étudiant^[8], soit un.e travailleur.euse intellectuel.le, la critique de la non-valorisation du travail reproductif ouvre une perspective émancipatrice qui déborde de la stricte condition économique. Le salaire aux études n'est pas une finalité, mais un moyen pour critiquer la séparation effective qui persiste entre les étudiant.es et les travailleur.euses. En ayant une perspective

plus large sur le rapport qu'entretient l'étudiant.e à la production et à la connaissance, c'est une critique de toutes les séparations qui prend forme. La question que les CUTE posent porte sur la valeur et la nature du travail effectué. En replaçant le travail au centre de nos interrogations, c'est l'ensemble de nos activités sociales qui sont concernées. Ce n'est pas tant un discours économiste, qui réduit la vie au travail et à la marchandisation, qu'un discours visant à lutter contre un système qui voit en nous des statistiques, des chiffres malléables. C'est pourquoi lutter contre l'endettement est si complémentaire : on nous demande de rembourser des sommes qui au contraire auraient dû servir à notre rémunération. En 2012 aux États-Unis, un mouvement s'est formé pour appeler à la grève de la dette, inspiré par la grève générale illimitée ayant alors cours au Québec. Cette revendication est passée sous silence ici notamment parce que l'obsession du mouvement étudiant consistait alors au réinvestissement massif en éducation et à l'abolition de la hausse des frais de scolarité. Il s'agissait pourtant d'un exemple à suivre puisque ce que ce mouvement impliquait, c'était que le problème de l'endettement systématique est historiquement lié à la non-valorisation du travail reproductif^[^9]. Refuser l'endettement tout en revendiquant le salariat est ainsi une manière de contextualiser le rapport de confrontation qu'entretient depuis des siècles les couches exploitées de la société face à l'État, les banques et à la finance mondiale.

—

Cet article a été publié dans le [numéro de l'hiver 2018 du CUTE Magazine](https://issuu.com/cute-mv/docs/cute_magazine_-_hiver_2018)

—

[^1]: Le travail reproductif concerne toutes les activités

non-salariées qui ont pour vocation de préparer l'intégration au travail productif, soit le marché du travail.

[^2]: Voir à ce sujet le livre *Debt: The First 5000 Years* de David Graeber, qui retrace l'histoire de la dette à travers les époques. Graeber argumente que le système de crédit précède la naissance de la monnaie et que la dette a donc toujours structuré nos systèmes économiques et nos rapports sociaux.

[^3]: Mots extraits du texte de Gilles Deleuze *Post-scriptum sur les sociétés de contrôle*, facilement disponible sur le web.

[^4]: Cette conférence est accessible en ligne via notre site web travailetudiant.org dans la section vidéos.

[^5]: Le livre de Benedict Anderson, *L'imaginaire national: réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme* traite explicitement de cette abstraction qu'est le nationalisme.

[^6]: Une gratuité relative au salariat, c'est-à-dire une somme qui est prélevée de la plus-value puis injectée dans l'impôt, faut-il préciser.

[^7]: 7. D'un côté, la liberté politique et le rejet radical de la société bourgeoise ; de l'autre, les demandes pour de meilleurs salaires, de meilleures conditions de travail. Ici se profile le débat historique sur le rôle du syndicalisme comme véritable acteur de transformation sociale ou a contrario d'acteur qui intègre le mouvement ouvrier dans l'économie capitaliste.

[^8]: La Charte de Grenoble de l'Union Nationale des Étudiant.es de France, datant de 1946.

[^9]: Voir <http://strikedebt.org/> (<http://strikedebt.org/>). Bien que ce mouvement ne défendait pas explicitement le salaire aux études, plusieurs de ses membres, dont George

Caffentzis et Silvia Federici, y étaient favorables et critiquaient ainsi l'endettement sous l'angle de la dévaluation du travail reproductif.